Quarante-septième année. — N° 127. (EDITION DU MATIN) MERCREDI 7 MAI 1902.

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes. Trois mois, 5 fr.; Six mois, 9 fr.; Un an, 18 fr. Les autres Départements et l'Etranger le port en sus. Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5

Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du Journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Carnot, 5. — A Mouscron, chez M. Henri Lecocq, rue de la Station. — A Paris et à Bruxelles, dans les agences de publicité. — Le Journal de Roubaix est en vente dans les principaux Kiosques et Bibliothèques de Paris.

A LA SAMARITAINE
7, r. du Vieil-Abreuvoir
ROUBAIX
Maison spéciale
DE
ROBES & CONFECTIONS
Jupons, Peignoirs, Corsages

LA PREMIÈRE INTERPELLATION

En vérité, il est bien temps. Le général André, pris d'un scrupule tardif, vient d'adresser aux gouverneurs militaires et généraux commandants de corps d'armée une note de service les invitant à interdire dans les casernes la distribution de circulaires rédigées par la Fédération des Bourses du travail et envoyées par ballots dans certaines villes de garnison. Ces circulaires ont pour but d'embaucher les soldats dans le parti révolutionnaire; sous le prétexte de leur offrir assistance et distraction, elles les engagent à se réunir dans les locaux des Bourses du travail, où la bonne parole leur sera versée en même temps que quelques verres de boisson hygiénique.

Il y a déjà longtemps que nous avons signalé cette propagande, dont les funestes effets n'ont pas d'ailleurs besoin d'être démontrés. Le mal s'est librement propagé. Et c'est aujourd'hui une pratique courante de recevoir les soldats dans les Bourses du travail.

Nous ne pouvons que louer le ministre de la guerre de vouloir mettre fin à cet état de choses. Mais nous sommes forcé de constater qu'il n'a pas peu contribué lui-même à l'extension de ce mal en prodiguant ses avances aux socialistes, dont la doctrine comporte la suppression de l'armée et la négation de la patrie. Ne l'a-t-on pas entendu, à la fin d'un banquet, crier : Vive la Sociale ! N'est-ce pas lui qui, en arrivant au ministère, a dressé une liste des bons journaux recommandés, dont la lecture pouvait être autorisée dans la caserne ; et, parmi ces journaux n'y avait-il pas la *Petite République*, organe officiel de la Fédération des Bourses du travail? Que la propagande entre sous forme de circulaire ou de journal, où est la différence?

Se sentant soutenus, encouragés par le chef de l'armée lui-même, les chefs du parti socialiste ont poussé l'audace jusqu'à venir racoler des partisans, prêcher l'indiscipline dans les chambrées, sous l'œil des officiers menacés de dénonciations et de représailles s'ils tentaient de s'opposer à ces odieuses manœuvres. Plus d'un a été frappé pour avoir repoussé l'intrusion des hommes politiques dans les affaires de l'armée. N'est-ce pas le général André qui a signé une circulaire invitant les officiers à montrer plus de déférence envers les représentants de la bonne politique de défense républicaine? N'est-ce pas lui qui a autorisé les députés et conseillers généraux à se mêler aux opérations de la conscription pour y poursuivre librement leurs marchandages électoraux? N'est-ce pas lui enfin qui a introduit la politique dans l'armée et qui a donné l'exemple en allant parader et palabrer dans les réunions politiques?

Le mal est si grand qu'il crève tous les yeux. Et le général André ne s'en avise qu'à la veille de quitter le pouvoir, lorsqu'il est trop tard pour remonter le courant qu'il a déchaîné.

Son départ fera plus pour rétablir la discipline que cent de ses circulaires dénuées d'avance de sanction et d'autorité. Et seulement son départ peut faire croire à un changement et peut ramener la confiance parmi les chefs et la crainte salutaire parmi les soldats.

Le citoyen Dejeante annonce déjà qu'il va interpeller le ministre de la guerre sur cette question. Inutile de dire que nos amis soutiendront le ministre en cette circonstance, même si c'est le général André qui gouverne encore. Mais tout le monde espère qu'on ne le laissera pas dans cette cruelle alternative d'être soutenu par ses adversaires de la veille ou dévoré par ses amis.

L. L.

CHOSES & AUTRES

Entre amis, sur le boulevard.

— Tiens, X..., l'homme d'affaires, est donc fâché après toi ? En passant près de nous, il a affecté de détourner la tête, dit l'un.

— S'il savait jamais détourné que ça !

—×—

Au relait de vin électoral.

Deux citoyens en forte « tournée » échangent leurs vues un peu troubles.

— Aurais-tu peur de quelque chose, toi, à la tribune ?

— Oui.

— De quoi ?

— Du verre d'eau.

INFORMATIONS

M. COTTE REND COMPTE DE SON MANDAT

Saint-Etienne, 5 mai. — M. Cotte, secrétaire de la Fédération nationale des mineurs, a rendu, hier, compte, devant les mineurs syndiqués de Côte-Chaude, de son mandat au Congrès d'Alais.

La réunion a approuvé sa conduite et a adopté le vote de blâme contre les délégués qui se sont associés aux attaques contre le Comité fédéral national.

MORT MYSTÉRIEUSE D'UN ENFANT

Paris, 5 mai. — Un enfant de 5 ans, vient de mourir dans des circonstances mystérieuses. En rentrant de l'école il s'alita et succomba à une méningite. Les parents prétendirent que l'enfant avait été frappé par son instituteur.

Les médecins refusèrent le permis d'inhumation et prévinrent le commissaire de police. Celui-ci ouvrit une enquête et apprit que la sœur de l'enfant frappait souvent son jeune frère et que la mère elle-même frappait le petiot avec une grande violence. L'autopsie aura lieu aujourd'hui. Il convient d'en attendre le résultat avant de se prononcer sur cette affaire qui peut être appelée à un certain retentissement.

LA TRAITE DES BLANCHES

C'est une abominable histoire que celle de la Traite des Blanches !

Grâce au *Matin*, il a bien fallu s'en occuper; et l'on se demande quel châtiment exemplaire nos lois réservent aux misérables qui achètent des jeunes filles à Paris pour les envoyer en pâture aux soldats anglais...

Et c'est nous qui avons supprimé l'esclavage en Afrique !

Il est triste de dire que les « fournisseurs » sont des Français qui font de fréquents voyages en Europe et en rapportent ce qu'ils appellent du bétail. Voici ce que dit le reporter du *Matin* :

« Chacun de ces individus touche 2.000 francs par femme amenée au Cap.

» A chacun de mes voyages dans l'Afrique du Sud, j'ai navigué avec un de ces chargements étranges. Généralement, recruteurs et recrutées voyagent en troisième classe. Mais j'ai vu également des envois plus importants répartis suivant les catégories entre les trois classes du bord, sous la conduite de trois... guides, affectant de ne pas se connaître.

» Au départ de Southampton ou de Portsmouth, ces malheureuses sont conduites à bord de très bonne heure et restent séquestrées dans des cabines jusqu'à ce que le bâtiment ait gagné la pleine mer. J'ai reçu souvent, me trouvant seul passager français, les confidences de ces pauvres filles ; il y en avait de profondément navrantes. Une fois même, il y a de cela quatre ou cinq mois, j'ai été assez heureux pour obtenir à Madère l'intervention de la police portugaise et faire débarquer et rapatrier une jeune fille faisant partie d'un véritable troupeau conduit par Beaucourt-Hayum et Cie.

» — La France n'est cependant pas seule à fournir cet article d'exportation ?

» — La Belgique, l'Allemagne, la Russie alimentent également l'Afrique du Sud, mais les Françaises font prime et sont d'ailleurs l'immense majorité. »

LE DÉFICIT EN ALLEMAGNE

Berlin, 5 mai. — La « Gazette de Voss », recueillant l'avis des hommes compétents, a constaté que le déficit de l'empire allemand peut s'évaluer à environ :

L'AGITATION EN PORTUGAL

Lisbonne, 5 mai. — L'agitation devient très grave en Portugal. On a fermé l'Université de Coimbre et expulsé les étudiants. On va fermer aussi l'école polytechnique de Lisbonne. Les officiers de l'armée et de la marine prennent part à ce mouvement.

LE SHAH EN EUROPE

Rome, 5 mai. — On annonce que le shah de Perse arrivera le 18 mai à Rome, où il passera quatre ou cinq jours. Le Shah sera reçu officiellement; une grande revue sera donnée en son honneur.

LES TROUBLES EN RUSSIE

On télégraphie de Saint-Pétersbourg à l'*Echo de Paris* que la situation est très grave dans les gouvernements de Nijni-Novgorod, Ekaterinoslaw, Too-Fansbov, Kazan. A Nijni-Novgorod, des arrestations en masse ont été opérées à la suite de la distribution d'une proclamation révolutionnaire.

A Ekaterinoslaw, la force armée a été obligée d'intervenir et de charger. Plusieurs tués et blessés; 150 arrestations. Les étudiants licenciés par le gouvernement ont parcouru les campagnes en propageant des idées révolutionnaires.

FAILLITE DE SIX BANQUES AMÉRICAINES

New-York, 5 mai. — On est assez ému depuis hier dans les milieux financiers.

Le syndicat Webbmeyer de qui dépendent un grand nombre de petites compagnies les a abusées par des nouvelles tendancieuses.

La *Dominion Security Company* a été particulièrement touchée. La fraude a été découverte et dénoncée par le gouvernement canadien.

A la suite de cette révélation, les actions ont baissé fortement dans la journée de samedi. Des banques secondaires ont perdu des sommes considérables qu'on évalue à deux millions de livres.

Des arrestations sont probables. Bien que MM. Vanderbitt aient aussitôt soutenu le marché très énergiquement, on attend avec une certaine inquiétude la séance de demain.

ENCORE UN TRUST AUX ÉTATS-UNIS
CONDITION DES FABRICANTS DE SAVONS

New-York, 5 mai. — Le dernier trust en voie de formation est le trust du savon.

La United states soap Corporation, dont les bases viennent d'être jetées dans l'Etat de Maine, a pour but de fusionner les intérêts de la fabrication du savon dans le pays entier.

Le montant du capital n'est pas connu ; on sait cependant que la somme requise a été souscrite.

CAPITULATION DE SAINT-DOMINGUE

Cap-Haïtien, 5 mai. — Saint-Domingue a capitulé vendredi devant les insurgés. Le président Jimenes est au consulat français. Le général gouvernemental Deschamps a refusé de rendre Puertoplata.

LA GUERRE DANS LE SUD DE L'AFRIQUE

ÉCHECS ANGLAIS DANS LA COLONIE DU CAP
Plusieurs postes pris par les rebelles

Londres, 5 mai. — Le War Office a communiqué à une heure avancée de la nuit une dépêche de lord Kitchener annonçant que bien que les renforts envoyés soient parvenus à faire lever le siège d'Ootlieb, dans la colonie du Cap, plusieurs postes de moindre importance sont tombés aux mains de l'ennemi.

Les renforts espèrent les dégager à bref délai.

L'ennemi a pu employer avec un certain succès la dynamite contre plusieurs blockhaus. Les combats ont été vifs.

Nouvelles conditions de paix

De nouvelles conditions de paix seraient offertes aux Boers. On leur accorderait le « self government », une représentation dans le Conseil et 250 millions de francs pour la reconstruction des fermes et l'achat de bétail. Mais cela n'est pas l'indépendance.

Du reste, on ne saura rien d'exact avant la conférence du 15 mai.

Les Elections Législatives

LA FUITE DE M. BRISSON

M. Brisson, n'espérant plus que ses anciens électeurs regretteraient leur aveuglement, va se faire élire dans les Bouches-du-Rhône.

Le *Charivari* s'amuse de cet incident :

« Cette fuite éplorée, dit-il, n'est pas pour amoindrir le succès de l'opposition à Paris. Il eût été d'une tactique plus savante que ce vieux parlementaire se résignât à attendre quelques mois un siège de député. Mais ses amis ont estimé fort justement qu'au milieu de la lutte le désintéressement de quelque candidat était plus facile à provoquer. Une fois élu, celui-là même qui est le plus dévoué à son parti, ne se sent plus d'humeur à s'effacer, et trouve qu'on lui fait trop d'honneur, en le jugeant plus capable qu'un autre de céder sa place.

» Il paraît que la République eût été en danger, si le personnage *très décoratif* qu'est M. Brisson, n'eût pu figurer dans le nouveau Parlement. M. Refoulo, ce noble ordonnateur des pompes parlementaires, joue en effet depuis de longues années un rôle tout spécial à la Chambre.

» Il n'y parle guère, et il ne représente pas la haute éloquence comme un de Mun ou un Jaurès ; il est chargé ou il s'est chargé de faire, au milieu de quelques trémolos, la *gaze de grande détresse*, quand les parlementaires risquent de se laisser entraîner à quelque générosité inconsidérée, à quelque équité imprudente ! Il faut reconnaître que son appel est presque toujours entendu, les plus embouillés se sentent aussitôt refroidis, dès que ce lugubre pontife fait, selon les rites consacrés, les signes cabalistiques. Evidemment un tel homme est indispensable.

» Quand le vote est secret, il en est qui osent ne pas s'incliner devant la majesté de ce grand prêtre laïque.

» Ce pauvre M. Brisson, avant d'être désavoué par le suffrage universel, avait subi d'assez nombreux échecs à la Chambre. Il est nombre d'ingrats qui ne lui ont pas su gré de sa mansuétude infinie, dont il fit preuve comme grand Enqueteur du Panama. A maintes reprises, il s'est porté candidat à la Présidence de la Chambre, sans pouvoir être élu. Parmi ceux-là même qui avaient pour sa personne la plus grande estime, il en était qui ne pouvaient se résigner à se mettre sous la surveillance de ce censeur moroso.

» M. Brisson, a en effet, le grave défaut de réserver, — ce sont du moins ses amis qui l'affirment — toute sa jovialité pour l'intimité. Il est d'une sévérité monotone, exaspérante. Il semble qu'il soit obsédé par la pensée d'exorciser un spectre sans cesse renaissant.

» Les braves électeurs méridionaux, qui, de confiance vont lui accorder leurs suffrages, seront mêmes quand ils feront connaissance avec cet auguste réfrigérant. Ce grand-prêtre n'a guère le sourire, pour représenter à la Chambre de bons vivants. — Georges TONNELIER. »

Les mésaventures de l'ancien président du Conseil dans la Drôme

Paris, 5 mai. — A défaut de la « Lanterne », toujours bien informée, comme on l'a vu ces derniers jours, alors qu'elle prétendait rectifier nos informations et qui en est encore aujourd'hui à la réunion de Crest, c'est l'« Agence Havas » qui nous apporte le texte du télégramme que M. Brisson a adressé, hier soir, à M. Dumont, au Cercle démocratique de l'arrondissement de Valence, et qui confirme nos informations :

« Chers amis, par son télégramme du 30 avril, reçu le 1er mai, votre fédération m'offrait la candidature, au nom des trois candidats républicains de Die, de tout le comité républicain des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, de la représentation républicaine. J'ai accepté cette candidature d'union entre tous les républicains, et, sur votre demande, je vous ai annoncé mon arrivée dans la Drôme pour le vendredi soir, 2 mai.

» Le matin du 2 mai, au moment où j'allais partir, j'ai reçu un télégramme de vous, me demandant d'ajourner mon départ jusqu'à nouvel avis. Dans la même journée, vous m'avez adressé un second télégramme dans le même sens. Je me suis conformé à vos avis sans en connaître les motifs, et, malgré mon désir de me trouver au milieu de vous, je suis resté à Paris.

» A la suite d'incidents que j'ignore, l'un des candidats a posé, de nouveau, sa candidature. Les conditions dans lesquelles j'avais accepté n'existent donc plus. Cette situation nouvelle, ramenant la division entre républicains, me détermine à retirer mon acceptation. Je reste profondément touché du témoignage de sympathie que j'ai reçu des républicains de la Drôme à cette occasion, et je demeure votre bien dévoué.

» HENRI BRISSON. »

Dans cette lettre, il n'est nullement question de la prétendue maladie qui, d'après la « Lanterne », retenait M. Brisson à Paris.

Chiffres significatifs

Les ministériels continuent à chanter victoire, s'imaginant qu'ils arriveront à leurrer les électeurs en vue du second tour de scrutin.

Nous avons déjà donné la liste des pertes subies par le cabinet le 27 avril. Pour se rendre compte du terrain perdu par le ministère, il suffit de comparer, dans le tableau ci-dessous, le chiffre des voix obtenues en 1898 et en 1902 par les principaux chefs de file du parti ministériel :

	1898	1902
MM. Mesureur	6.532	5.639
Puech	9.184	5.528
Viviani	6.054	4.245
Brisson	6.917	5.362
Groussier	7.236	6.930
Millerand	8.782	4.935
Bompard	4.919	3.923
Rouanet	9.639	8.552
Bos	3.320	2.889
Decrais	14.868	8.591
Mougeot	14.317	12.773
Henry Maret	13.154	9.465
D'Estournelles	13.126	12.141

Ces chiffres ont une éloquence qui dispense de tous commentaires.

Les loges allemandes et les blackboulés

Il est tout au moins curieux de noter les regrets exprimés dans plusieurs loges berlinoises au sujet de l'échec de plusieurs candidats de la franc-maçonnerie cosmopolite.

A la loge les « Trois Globes Célestes », c'est l'échec de M. Brisson qui a été le plus déploré. M. Millerand ne paraît plus aussi sympathique à ces «frères» d'outre-Rhin, parce qu'il a compromis le socialisme en France.

Dans une loge moins importante, un regret a été exprimé au sujet de l'échec d'un « frère », l'ex-abbé Charbonnel, dans le seizième.

Un appel de l'Union du Commerce et de l'Industrie

L'Union du Commerce et de l'Industrie pour la défense sociale, dont le siège est 23, rue de la Ville-l'Evêque, à Paris, vient de lancer l'appel suivant :

Electeurs,

« L'Union du Commerce et de l'Industrie » vous disait avant le premier tour de scrutin : « Votez contre les candidats du ministère ; vous assurerez, par là, le triomphe de la Liberté, de la Patrie et de la République ».

Répondant à cet appel, vous avez, dans un merveilleux élan, affirmé votre volonté de sauver la Patrie, en « purifiant la République ».

Avec Paris, la France a protesté contre la politique antinationale du Gouvernement.

A l'heure présente, la coalition qui, depuis trois ans, nous tient sous le joug est gravement atteinte. Il faut l'achever le 11 mai.

C'est pourquoi, fière de contribuer à cette œuvre de rédemption sociale et patriotique, l'Union du Commerce et de l'Industrie vous demande de faire de nouveau tout votre devoir le 11 mai.

La grande armée du travail qui a besoin de calme et d'union, pour rendre son effort productif, vous adjure de mettre un terme à la politique d'agitation stérile et de haine, inaugurée, il y a trois ans, par l'entrée au pouvoir d'un ministre collectiviste.

Se sentant perdus, les jacobins font rage, ils sortent de leur arsenal les armes les plus rouillées ; ils agitent le spectre de la réaction et du cléricalisme.

Ne vous laissez troubler ni par leurs menaces, ni par tant de fables ridicules, dont ils sont les premiers à rire !

Les vrais cléricaux ce sont eux les franc-maçons, qui se verrouillent dans leurs loges pour « officier ». S'ils ne s'y réunissaient que dans un but avouable, ils ne se cacheraient pas. En réalité, s'ils tiennent les profanes jalousement à l'écart de leurs réunions, c'est qu'ils complotent contre nos plus chères libertés, afin d'asseoir plus sûrement leur domination.

De l'avis même des amis du Gouvernement, la République est à l'abri de toutes les surprises.

Il s'agit donc de savoir si la République sera vraiment la maison commune, la chose de tous ou bien la proie de quelques intrigants assoiffés d'honneurs, de places et d'argent.

Il s'agit de savoir si elle restera fermée, tracassière, jacobine, sectaire, au lieu d'être, conformément à la Déclaration des droits de l'homme, ouverte, tolérante, respectueuse des libertés de tous.

La lutte est entre ces deux Républiques.

Le 11 mai, avec le même ensemble que le 27 avril, vous vous prononcerez pour la vraie République, la République française !

Contre les nationalistes

Paris, 5 mai. — On communique l'appel suivant aux journaux :

Dans l'intérêt supérieur de la République, les Comités soussignés recommandent aux électeurs républicains la discipline la plus stricte et les adjurent de donner leurs voix, au deuxième tour de scrutin, au candidat républicain antinationaliste qui a obtenu au premier tour le plus grand nombre de suffrages.

Pour le Comité exécutif du parti républicain radical et radical-socialiste : Léon Bourgeois, député ; Camille Pelletan, député ; Vallé, sénateur. — Pour la Ligue d'action républicaine : Delpech, sénateur ; Paul Strauss, sénateur ; Gaston Doumergue, député. — Pour l'Alliance républicaine démocratique : A. Carnot, président ; J. Magnin, sénateur ; V. Courties, sénateur. — Pour le Comité républicain du commerce et de l'industrie : Mascurand, président ; L. Bellan, vice-président ; Colas, secrétaire général.

Les incidents électoraux
Un candidat nationaliste blessé

Paris, 5 mai. — Au cours d'une réunion publique donnée par M. Meiss, concurrent nationaliste du communard Paschal-Grousset, des perturbateurs ont essayé de troubler la séance et, à un moment, se sont précipités pour s'emparer de la tribune. Une violente bagarre s'en est suivie. Il y a eu plusieurs blessés; M. Meiss a été saisi à la gorge et a reçu un coup de couteau qui, malgré l'épaisseur des vêtements, lui a fait une blessure pénétrante à la cuisse droite. La blessure, heureusement, n'est pas grave.

Le plus vieil électeur

Parmi les électeurs qui, le 27 avril, sont allés, suivant la formule, remplir leur devoir de citoyen, il y en avait au moins un âgé de plus de cent ans.

Ce Nestor du suffrage universel est le docteur David, de Montpellier, né à Grabels en 1801, et doyen des médecins de l'Hérault. Malgré son grand âge, c'est d'un pas ferme qu'il s'est rendu à sa section, et d'une main non moins assurée qu'il a déposé son bulletin dans l'urne.

— Eh ! eh ! a-t-il dit gaiement à l'un des assesseurs, vous voyez, on a beau être centenaire, on vote comme un jeune homme !

LA MALADIE DE LA REINE DE HOLLANDE

État critique

Amsterdam, 5 mai. — Château de Loo. — Le professeur Rosenstein, le docteur Roussingh et les autres médecins se trouvent au château.

A six heures du soir, hier, la reine est accouchée avant terme. A huit heures, les médecins s'occupent encore de la reine, qui souffre beaucoup. A onze heures, la situation est critique.

Het-Loo, 5 mai. — Les docteurs sont restés au château toute la nuit pour garder la reine, à tour de rôle. Le prince consort et la reine-mère ne se sont pas couchés. Ce matin, le bulletin officiel suivant a été publié :

« Comme il était à craindre, la maladie de la reine a mis fin, hier soir, à l'heureuse espérance dans laquelle vivait Sa Majesté, et dont la réalisation était attendue au mois de septembre.

» Eu égard à ces circonstances, on peut dire que l'état de la reine est, en ce moment, heureusement satisfaisant.

» Signé : Les professeurs KOUWER, ROESSINGH, POT. »

Une foule énorme, silencieuse et attristée, stationne autour du Palais. La souveraine est, on le sait, adorée de ses sujets. Beaucoup ne cachent pas leurs larmes. L'anxiété est générale.

Het-Loo, 5 mai. — Quoique le désappointement soit grand, la reine est sauvée. Voilà l'impression que le triste événement d'hier soir a laissé dans la population. Les symptômes continuent à indiquer que le danger n'est plus imminent.

FAITS DIVERS

GRAVE ACCIDENT DE CHEMIN DE FER
EN ALLEMAGNE
2 tués, 8 blessés. — Un député tué

Leipzig, 5 mai. — Près de Zschortau, à 4 heures du matin, l'express de Munich à Berlin a déraillé à la suite de la rupture d'un essieu du tender. Deux voyageurs ont été tués, parmi lesquels se trouve le député au Reichstag, M. Friedel, de Bayreuth. Quatre voyageurs ont été grièvement blessés et deux légèrement.

Leipzig, 5 mai. — Le secrétaire général de la Croix rouge allemande nous annonce que dans l'accident du chemin de fer de Zschortau, il y a eu 2 morts à déplorer et 8 blessés. Les voyageurs grièvement blessés ont été transportés à l'hôpital Saint-Jacques, de Leipzig.

Aussitôt la nouvelle de l'accident connue, les médecins de Delitsch et des environs sont accourus sur les lieux. La Croix Rouge allemande a envoyé de nombreuses personnes avec des voitures, pour le transport des victimes.

Dès huit heures du matin on était parvenu à retirer des décombres tous les blessés. Le service de Berlin à Munich se fait provisoirement par Halle.

Au début de la séance du Reichstag, le président se lève et déplore l'accident de chemin de fer qui est arrivé près de Zschortau. Il rappelle la mémoire du député Friedel qui a trouvé la mort dans des circonstances aussi pénibles.

ERUPTION DE VOLCAN

Un télégramme du gouverneur de la Martinique vient de faire savoir au ministre des colonies qu'une éruption du volcan de la montagne Pelée s'est produite dans la nuit du 3 au 4 mai.

De grandes quantités de cendres ont été projetées dans la campagne avoisinante, dont les habitants ont dû abandonner précipitamment leurs demeures, et se réfugier au Prêcheur, à Sainte-Philomène et à Saint-Pierre. L'éruption semble en décroissance.

Les pertes en culture et en bétail ne peuvent être encore évaluées.

200 MAISONS INCENDIÉES

Buda-Pesth, 5 mai. — Dans la ville d'eau bien connue de Bartfa, un incendie a détruit 200 maisons et leurs dépendances. Un grand nombre de personnes ont été blessées et ont reçu des brûlures. Les pertes matérielles sont considérables.

FEUILLETON DU 7 MAI 1902 N° 104

LE CRIME D'ASNIÈRES

par Xavier de Montépin

De sa cellule elle entendait l'horloge du clocher de Créteil.

Onze heures sonnèrent.

Les gardiens passèrent, mais ils marchaient d'un pas alourdi par le sommeil et ne se donnèrent même point la peine d'ouvrir le vasistas.

Andrée leur laissa le temps de s'éloigner, recommença son travail de patience, et ce travail était bien avancé lorsque parurent les premières lueurs du jour.

Alors la jeune fille épuisée de fatigue se coucha et s'endormit presque aussitôt.

Elle fut réveillée en sursaut par le bruit de la porte qui s'ouvrait pour la visite.

Jules Parent entra, s'approcha d'elle, et lui adressa la parole d'un ton très rude.

Mademoiselle de Noël ne répondit point et ne parut même pas entendre.

— Bien a changer au régime habituel, — dit le médecin. — A une autre...

Puis il sortit de la cellule avec l'infirmier.

—×—

Le lendemain, à deux heures, James Brown reprit le chemin de la rue du Cirque, laissa comme la veille Octave Buisson dans le coupé, sonna à la porte de l'hôtel et demanda au concierge, qui le reconnut pour le visiteur du jour précédent :

— M. le comte de Noël est-il revenu ?

— Oui, monsieur, depuis ce matin.

— Est-il visible ?

— Je le crois, monsieur... — Voulez-vous aller jusqu'au vestibule... — Je vais avertir le valet de chambre.

Tandis que l'Américain traversait la cour, le concierge fit résonner le timbre et un domestique parut sur la plus haute marche du perron. C'était Joseph, le vieil intendant.

James lui répéta sa question :

— M. le comte de Noël est-il visible ?

— Je le crois, monsieur... — Monsieur veut-il me donner sa carte et attendre quelques minutes ?...

Joseph conduisit au salon le nouveau venu et porta à M. de Noël la carte qui venait de lui être remise.

Albert y jeta les yeux.

— James Brown... — murmura-t-il en interrogeant sa mémoire. — Je connais ce nom... c'est celui d'un Américain prodigieusement riche et non moins excentrique... un rastaquouère *di primo cartello*. — Que diable peut-il me vouloir ? — Vous l'avez fait entrer au salon? — ajouta-t-il tout haut.

— Oui, monsieur le comte...

— Je vais le rejoindre...

Laissons le frère d'Andrée se diriger vers la pièce où l'attendait James, en proie à la plus violente émotion qu'un homme puisse ressentir ; — remontons de trente-six heures en arrière, et retournons à la rue de Paris à Belleville.

Nous avons quitté Pauline Varroy évanouie et couverte de sang après le coup terrible qu'elle venait de recevoir en plein visage.

Son évanouissement se prolongea pendant plus de deux heures.

Quand elle reprit connaissance, tout ce qui s'était passé lui revint en mémoire, et ses souvenirs n'étaient pas de nature à la rassurer.

Elle commença par se laver la figure et par changer ses vêtements ensanglantés, puis elle se mit à réfléchir.

Le danger lui semblait imminent, inévitable.

Octave allait déclarer à l'Américain que la malheureuse enfant se nommait Andrée, et qu'elle était la fille du comte de Noël.

Cet aveu entraînerait pour Pauline à bref délai — (elle le croyait du moins), — la prison préventive, la cour d'assises, le châtiment, car James Brown, d'accord avec Albert de Noël, qui voudrait venger sa sœur, ne l'épargnerait assurément pas ! !

L'épouvante s'empara d'elle : — Une épouvante qui ne lui permit plus de raisonner et l'affola littéralement.

Elle se dit qu'après l'avoir ruinée, insultée, rouée de coups, laissée pour morte, Octave allait la perdre tout à fait.

Si jusqu'à cette heure elle avait — pour des raisons qui nous sont connues, — hésité à rompre avec lui, l'hésitation cessait d'être possible.

Il fallait fuir au plus vite, et se cacher si bien qu'elle fût complètement introuvable.

Elle retira du fond d'un tiroir les quelques sous qui restaient dans la maison, les joignit aux pièces d'or données la veille par l'Américain, fit un petit paquet du linge que n'avait point englouti le Mont-de-Piété, et s'élança hors de la maison où elle ne voulait plus rentrer. Tout d'abord elle remonta vers les boulevards extérieurs, ne sachant où elle allait, sans but, sans volonté, les idées vagabondes.

Arrivée au chemin de ronde des fortifications elle s'arrêta, n'en pouvant plus, et se laissa tomber sur l'herbe d'un talus.

Le formidable coup de poing d'Octave mêlait sur son visage une empreinte violette; ses traits étaient tirés; ses yeux hagards; elle avait l'air d'une folle; la raison chavirait d'ailleurs dans son cerveau désemparé.

Qu'allait-elle faire ? A quel parti devait-elle s'arrêter ?

Elle n'en savait rien et c'est à peine si elle se préoccupait de le savoir...

Après s'être reposée pendant deux heures, elle reprit son paquet et se remit à longer les talus jusqu'à la route de Vincennes.

Là elle remonta le cours, passa devant la Tourelle et gagna le bois qu'elle traversa jusqu'à Joinville.

En ce moment la nuit tombait.

Rompue, affaissée, incapable de marcher davantage, elle fit halte devant une auberge, se décida à en franchir le seuil et demanda une chambre et un dîner.

On la servit; — Elle mangea voracement, puis elle monta dans la chambre préparée pour elle et se mit au lit.

A peine venait-elle de laisser tomber sur l'oreiller sa tête alourdie qu'une fièvre ardente, accompagnée de délire, vint brûler son sang dans ses veines et évoquer devant elle des fantômes effrayants, des apparitions vengeresses.

Abandonnons la misérable créature à son châtiment qui commence. — Nous ne tarderons guère à la retrouver.

XXI

Joseph, précédant son maître ouvrit la porte du salon où James Brown attendait.

Albert de Noël et l'Américain se trouvèrent en présence.

Le premier se sentait fort intrigué par la visite de cet étranger, dont il avait entendu parler souvent mais qu'il voyait pour la première fois.

Le second éprouvait une agitation, une angoisse facile à comprendre, à la pensée de la révélation qu'il allait faire.

Les deux hommes se saluèrent.

James Brown était pâle comme un mort, — ses lèvres tremblaient.

M. de Noël s'étonna de cette émotion violente dont il ne pouvait soupçonner la cause.

— Veuillez vous asseoir, monsieur, — dit-il en indiquant un fauteuil, — et m'apprendre à quel motif je dois attribuer l'honneur de votre visite inattendue.

— Monsieur le comte, — répliqua James d'une voix mal assurée, — je resterai debout devant vous, comme il convient à un coupable en face de son juge.

Albert regarda l'Américain avec stupeur, en se demandant si l'homme qui venait de lui parler ainsi jouissait de tout son bon sens.

— Un coupable devant son juge ?... — répéta-t-il.

— Oui, monsieur, il vous appartient de me juger, et quand vous m'aurez entendu peut-être prononcerez-vous mon arrêt de mort...

— Décidément c'est un fou ! — pensa le frère d'Andrée.

L'américain continua :

— Je vais raviver en vous, monsieur, de profondes douleurs... je vais rouvrir des blessures saignantes, en portant la lumière sur un crime enveloppé pour vous de profondes ténèbres jusqu'à ce jour...

M. de Noël tressaillit.

Il commençait à deviner que ce visiteur à l'attitude étrange, aux paroles mystérieuses, allait lui parler d'Andrée.

(*A suivre*). XAVIER DE MONTÉPIN.